

Le contexte de l'accompagnement familial en milieu urbain :



Les bidonvilles

Gaspard Schlumberger, Inter Aide 04.2006

Regarde-la ma ville
Elle s'appelle Bidon
Bidon, Bidon, Bidonville
Vivre là-dedans, c'est coton
Les filles qui ont la peau douce
La vendent pour manger
Dans les chambres l'herbe pousse
Pour y dormir faut se pousser
Les gosses jouent, mais le ballon
C'est une boîte de sardines, Bidon



Manille, Philippines



Manille, Philippines

Donne-moi ta main, camarade
Toi qui vient d'un pays
Où les hommes sont beaux
Donne-moi ta main, camarade
J'ai cinq doigts moi aussi
On peut se croire égaux

Regarde-la ma ville
Elle s'appelle Bidon
Bidon, Bidon, Bidonville
Me tailler d'ici, à quoi bon
Pourquoi veux-tu que je me perde
Dans tes cités ? A quoi ça sert
Je verrais toujours de la merde
Même dans le bleu de la mer
Je dormirais sur des millions
Je reverrais toujours, toujours Bidon



Tana vue du fleuve, Madagascar



Bas quartier d'Antananarivo, Madagascar

Donne-moi ta main, camarade
Toi qui vient d'un pays
Où les hommes sont beaux
Donne-moi ta main, camarade
J'ai cinq doigts moi aussi
On peut se croire égaux

Claude Nougaro ©

Réseau Pratiques

<http://www.interaide.org/pratiques>

1. Introduction

Le dictionnaire définit le **bidonville** comme : « une forme d'habitat précaire, dépourvu des équipements élémentaires et dont la construction est réalisée initialement avec des matériaux de récupération ». Le mot est récent, il serait d'origine marocaine. Après la guerre, dans les carrières de Casablanca il désignait les zones dans lesquelles les maisons précaires étaient construites à partir de tôles et de bidons découpés ; il recouvre actuellement des situations et des réalités extrêmement variées qui vont de la poche de pauvreté regroupant une centaine d'habitants au bidonville géant de plusieurs centaines de milliers de personnes.

L'urbanisation « obligatoire ».

Aujourd'hui il semble qu'il n'y ait pas de modèle de développement sans urbanisation. Les pays les plus pauvres de la planète sont tous des pays dont les populations sont encore en grande majorité rurales.¹ Face à cette constatation et aux prévisions des démographes on est obligé d'admettre que l'urbanisation massive des pays pauvres est inévitable et qu'elle est un facteur indispensable et/ou indissociable au développement.

La question qui se pose alors est celle de la maîtrise du phénomène dans le temps et dans l'espace. L'urbanisation, dans la totalité de ses implications, touche les villes mais aussi les campagnes. La croissance urbaine peut alors signifier l'effondrement et la transformation des structures rurales anciennes et une ruralisation de la ville dans la mesure où dans un premier temps elle est investie par d'anciens ruraux².

Les fonctions des bidonvilles.

A priori, les bidonvilles seraient le résultat catastrophique d'une croissance urbaine non maîtrisée, inévitable et beaucoup trop rapide. Ils sont souvent perçus comme des zones provisoires de concentration de marginaux agglutinés en marge de la « vraie » ville et inadaptés à la vie urbaine.

Si on observe le problème de plus près, et ne serait ce que par leur nombre, les « bidonvillois » peuvent difficilement être considérés comme des marginaux. On remarquera que leur implantation certes illégale, obéit aux mêmes tendances que la dynamique urbaine d'ensemble. Les bidonvilles apparaissent alors comme un moyen « naturel » par lequel les villes régulent dans le temps et dans l'espace leur propre croissance. Vu sous cet angle, le bidonville devient une sorte de filtre, de passage obligatoire ou de « camps d'entraînement » à la vie urbaine ; il est l'une des composantes d'un processus d'urbanisation évolutif qui permet d'absorber, d'adapter et de réguler les migrations en réponse à des transformations démographiques et économiques ultra rapides.

¹ proportion de ruraux / population totale : Bangladesh : 74% ; Cambodge : 74% ; Madagascar : 70% ; Laos : 80% ; Haiti : 63%. (données de la FAO 2002, www.fao.org). L'émergence de la Chine et de l'Inde, leur croissance économique rapide sont peut être à la fois des conséquences et les causes de leur urbanisation galopante ?

² Certains bidonvilles ont un « charme » particulier, ce sont d'anciens villages que la ville « ogresse » à littéralement mangés et transformés en zones surpeuplées. Exemple : villages d'agriculteurs ou de pêcheurs qui se retrouvent en pleine ville à Bombay. New Bombay a été construite sur une période d'une quinzaine d'années sur les territoires de plus de 10 villages qui sont encore visibles dans le paysage urbain.

Si le bidonville a un rôle transitionnel entre le rural et l'urbain il assume des fonctions complexes et originales vis à vis des multiples champs³ qui régissent la vie d'une ville ou d'un ensemble de villes. On remarque que d'une manière générale le bidonville amènera ses habitants de la résistance à l'adaptation, de l'informel au formel, de la marginalité à l'intégration ou la normalisation.

Au carrefour⁴ où se croisent le politique, le juridique, le foncier, et l'économique, le bidonville devient, avec le temps, à la fois le principal enjeu et le responsable d'un «embouteillage» humain et institutionnel. En effet, les responsables politiques, l'administration, les décideurs ne peuvent pas rester indifférents face à une telle concentration de citoyens à administrer ou d'électeurs à séduire. Du point de vue économique, les bidonvilles constituent des réservoirs permanents et renouvelés de main d'œuvre bon marché et pour finir, en fonction de leur position géographique et des plans d'urbanisme la valeur des terrains occupés peut atteindre des sommets et engendrer toutes les convoitises.

2. Urbanisme, aspects socio-économiques et évolution

Les bidonvilles sont des zones urbaines d'habitation qui, dans la grande majorité des cas⁵, naissent de l'occupation illégale de terrains par des «squatters» et la construction d'habitations rudimentaires. Les nouveaux arrivants occupent des zones périphériques, des no man's land, des terrains vagues, ou abandonnés, des lagunes, marécages ou zones inondables⁶, les lisières de terrains publics ou privés situés dans des banlieues plus ou moins éloignées. On trouve des bidonvilles construits sur des égouts à ciel ouvert, installés dans des impasses, sur des bretelles d'autoroute ou voies d'accès, des chemins de fer désaffectés ou en activité⁷, des quais et jetées dans les ports⁸, en marge des zones industrielles, sur les décharges, les collines et les parcs forestiers⁹, sur des toits d'immeubles¹⁰ ou sur la mer elle-même¹¹.



Manille, Philippines/ Dump site of Tambakan ou 700 familles vivent illégalement

³ Le politique, l'économie, le foncier mais aussi l'architecture, les cultures et les modes de relations sociales etc. qui s'y développent).

⁴ Le carrefour, lieu de croisements et de rencontres, était autrefois perçu comme le symbole de la construction urbaine par excellence. Il devient un «ennemi public» dans les zones urbaines livrées à la circulation automobile.

⁵ A la suite d'expulsions, il arrive que des zones de réimplantation soient planifiées et donc légales (An Long Krangan ou Prey Tyuy à Phnom Penh ; Malad à Bombay ; Bulacan à Manille)

⁶ Antananarivo, Cebu, Manille, Phnom Penh

⁷ Western et Central Railway de Bombay, Manille, Antananarivo

⁸ Manille, Cebu

⁹ Bombay

¹⁰ Phnom Penh

¹¹ Cebu, Manille

Au départ, l'occupation des terrains et la construction d'abris répondent principalement au besoin des migrants de « camper » en attendant de trouver du travail ou les moyens de subsister ; la croissance du bidonville est rapide, le plus souvent anarchique¹². Les municipalités et les propriétaires privés des terrains se sont laissés déborder, l'absence de prévisions, de cadre juridique clair, de cadastre, de plan d'urbanisme ou de politique foncière favorise l'occupation illégale de terrains et la construction d'habitations qui sont ensuite difficiles à démolir.

Au fil du temps de nouveaux migrants s'installent et obtiennent un « droit informel » de rester (par cooptation ? contre rémunération ?, pot de vin ?) le bidonville grandit et les situations provisoires perdurent. Dans certains cas des bidonvilles entiers ou des parties de bidonvilles sont démolis et les habitants brutalement expulsés plusieurs années après leur installation. Les expulsions manu militari peuvent être décidées par les autorités ou le fait de milices au service de propriétaires privés¹³.

Avec bien sûr de grosses différences suivant les pays, les villes et les cultures les bidonvilles évoluent au cours du temps. En prenant le risque de la caricature on peut décrire les principales étapes de leur évolution :

Première étape, (de 0 à 10 ans environ)



Sampada, Thurbe, Navi Mumbai, Inde

Au départ, le bidonville se définit en « négatif » par rapport aux villes ou villages, c'est une zone des « non » et des « sans » : morceau de non-ville parasite produit par l'attrance de la ville et qui s'auto génère. C'est une zone « improbable », « imprévue », non planifiée, non cartographiée, sans nom, sans passé, avec ou sans avenir ? sans électricité, sans eau, sans égouts, sans ramassage des ordures, sans rues, sans espaces publics, sans voies de communication (quand elles existent, elles sont rudimentaires). Les transports ne sont pas organisés, en interne ils sont difficiles. Les habitations sont encore proches du modèle rural en raison des savoir faire et des moyens économiques que les habitants ont gardés (huttes ou maisons en terre, présence d'animaux tels que des poules, des chèvres. Quand c'est possible un minuscule potager etc.). Le plus souvent les maisons sont construites de plein pied, sans

12 à Manille plus de 1000 maisons abritant environ 5500 personnes ont été construites sur la décharge de Malabon en un an.

13 Exemples : à New Bombay en 2003, Shanti Mafat a été rasé par les autorités. En 1999, Indira Nagar installé en partie sur un terrain industriel avait été brusquement coupé en deux après l'expulsion des habitants d'une partie du bidonville et la construction de murs délimitant la propriété.

fondation, en bois, chiffons, plastique, tôles, cartons, terre, tressages, nattes, colombages légers, bambou...



Cebu, Philippines

Cadre juridique et droit : Sauf exception (voir note 5 page 4), le bidonville n'est pas reconnu, les nouveaux habitants s'y installent illégalement avec des moyens de fortune. Ils sont, perçus comme des étrangers sans légitimité, on ignore leur origine, ils ne sont pas enregistrés et n'ont pas de représentants. Les enfants n'ont pas de certificats de naissance, les adultes manquent de papiers : carte d'identité, carte électorale, titre de propriété ou de bail de location. L'insécurité est aggravée par le risque permanent d'expulsion et de démolition ou plus simplement par de nouvelles migrations pour raison économique.



Cheeta Camp, Inde Cheeta Camp, Inde

*La structure sociale et familiale*¹⁴ : Dans une société rurale traditionnelle il existe en général des instances ou des personnages qui sont les garants et les régulateurs du lien social (chef, marabout, grillots, homme ou femmes références, comités d'anciens, panchayat en Inde). Ces personnages sont les principaux acteurs de mécanismes assurant la cohésion sociale d'un groupe d'une communauté dont la principale caractéristique est que ses membres reconnaissent lui appartenir. Selon sa place et son rang chacun participera à des cérémonies, à la gestion des conflits, à des travaux réalisés en commun et des mécanismes de solidarité ou d'exclusion etc.

¹⁴ Voir le compte rendu de l'Atelier organisé en 2002 par la Fondation de France « retisser les liens sociaux »



Manille, Philippines

En milieu urbain cette structuration sociale est réduite au minimum et de nombreux équilibres collectifs sont rompus. Les mécanismes traditionnels de régulation sociale qui définissaient la place de chacun, donnait du sens et du poids aux fonctions ou servaient à régler des conflits, n'existent plus. Les habitants ont perdu brutalement leurs racines, leurs repères, leurs liens sociaux, le sentiment d'appartenance à un village, à une famille élargie, à un groupe qui avait une fonction et/ou une occupation traditionnelle. Chaque famille est isolée avec pour première conséquence un fort sentiment d'insécurité¹⁵ et une monétarisation de toutes les relations. Le bidonville lui-même est sans histoire, sans passé, sans racine, sans police, sans école, sans hôpital, sans église, mosquée, temple, sans cimetière. Le plus souvent la famille devient nucléaire. Pendant la journée les hommes sont absents, ils sont au travail ou à la recherche de travail. Certaines implantations deviennent des refuges pour les hors la loi, le quartier a « mauvaise réputation¹⁶ ». Les habitants disent leurs craintes permanentes : les incendies, les expulsions, les rats, la saleté, le manque d'hygiène, la difficulté d'avoir de l'eau, la violence, la délinquance...



Bhim Nagar (Mumbai)

¹⁵ Voir les témoignages d'habitants § 5 « les risques » page 43

¹⁶ Darawi et Malwani à Bombay, Tondo et Baseco à Manille

L'économique : Au départ il y a très peu d'activités économiques dans le bidonville, les arrivants cherchent d'abord les moyens de survivre, ils ont un niveau d'instruction bas, ils sont en grande majorité sans qualification, sans travail fixe, sans capitaux. Le travail proposé (domestique, lavandière, porteur, gardien, manœuvre...) est le plus souvent journalier et payé en dessous du minimum légal. Les commerces ou petits ateliers d'artisanats sont encore rares voire inexistants. Le bidonville est une cité dortoir et une réserve de main d'œuvre à bon marché. Pendant le journée les femmes restent à la maison pendant que les hommes cherchent du travail

Après les 5 premières années, si le bidonville à échappé à la démolition et à l'expulsion de ses habitants, il s'étend quand il y a de la place et se densifie. Le nombre d'habitants peut dépasser 1500h par hectare (soit 150 000 h par Km²), les maisons serrées les unes contre les autres occupent chacune environ 9m² et abritent des familles nucléaires d'au moins 5 membres (plus de 3 enfants en moyenne). Même sans papier les habitants commence à avoir un « droit de fait » d'être là, autrement dit, ils développent un sentiment de propriété en vase clos (par rapport à leur voisins). L'absence de document et de planification ne les empêche pas d'entreprendre des constructions en dur (parpaings et béton) le plus souvent sans fondation. Une économie interne émerge, les premiers commerces (épiceries rudimentaires) et petits ateliers d'artisans apparaissent ainsi que des réseaux illégaux de distribution d'eau et d'électricité qui s'organisent à partir de compteurs privés¹⁷. Le bidonville n'est pas encore reconnu, en conséquence il n'y a pas encore de services municipaux et l'accès à l'éducation et à la santé de base reste difficile¹⁸.



Deuxième étape, le début de l'intégration (de 10 à 20 ans)

Dès que les habitants en ont les moyens ils améliorent et augmentent leur surface habitable en construisant un étage en général plus grand que le rez de chaussée. Les débords couvrent les ruelles qui deviennent sombres. Les passages et les ruelles commencent à être dallés avec une rigole-égout à ciel ouvert. Des forêts d'antennes de TV poussent allègrement. En dehors de quelques axes, la circulation automobile à l'intérieur du bidonville reste impossible, le transport des marchandises se fait à dos d'homme ou au moyen de vélos, motos, petites charrettes.

¹⁷ Les heureux propriétaires de compteurs revendent souvent 10 fois plus cher l'eau et l'électricité. A Cebu le projet Watan de Bidlisw a eu beaucoup de succès en organisant la distribution d'eau à partir de compteurs communs par ruelle.

¹⁸ Le dispensaire municipal proche de Shanti Mafat (New Bombay) refusait les patients issus de ce bidonville sous prétexte qu'il n'était pas reconnu.



Waghoba Nagar (Kalwa, Thane)

La majorité des habitants est enregistrée, certains commencent à s'organiser¹⁹, des groupements par ruelle, autour de leaders, par secteur, par carré ou par métier se forment. Les habitants ont tendance à lutter pour lever le risque d'expulsion / démolition et pour obtenir des services. Il y a des promesses électorales, des conflits d'intérêts, quelques fois des émeutes, de nombreux incendies, des expulsions, des protections, des politiques municipales qui se dessinent. La volonté de donner une image « propre » de la ville oblige à décider de l'intégration ou du « nettoyage ». La légalisation dépend d'enjeux politiques, fonciers, électoraux. Les autorités et les habitants cherchent à régler la question du foncier et la reconnaissance de l'occupation de fait.

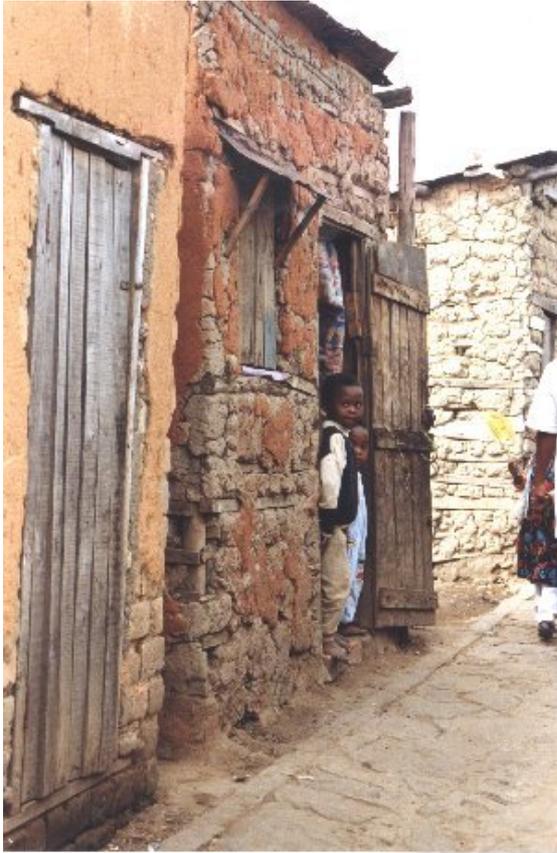
En Inde, après 5 ans d'occupation d'une parcelle et si la zone est déclarée « Slum », les habitants peuvent obtenir des autorités un document (Photopass) qui reconnaît le droit d'occupation du sol. L'Etat reste le propriétaire foncier pendant le Photopass permet la location, la vente du terrain, la transmission aux héritiers, en cas d'expulsion il donne droit à une indemnisation²⁰. Depuis le milieu des années 80, les Slum Dwellers Associations des grandes villes indiennes sont des partenaires incontournables dans les négociations avec les autorités.

Aux Philippines les Home Owners Associations (HOA) souvent politisées sont des partenaires reconnus par les autorités et les Barangay. Elles représentent les occupants de fait dans les négociations avec les propriétaires légaux et les municipalités. Elles s'impliquent dans les projets de lutte contre les inondations, l'assainissement et l'installation du système de distribution de l'eau.²¹

¹⁹ Mandal en Inde, Home owners association aux Philippines. Bureaux de quartier municipaux Fokontany (Madagascar), Barangay (Philippines)

²⁰ Il n'est pas rare de voir une famille ayant déjà une maison en assez bon état mais qui préfère la louer pour camper sur une nouvelle parcelle dans le but d'accroître les « propriétés familiales ».

²¹ Les HOA sont les premiers interlocuteurs dans le « 5- Year CAMANAVA Mega Flood Control and Drainage Project » et le « Community Mortgage Program » de la « National Housing Agency ». Ce dernier projet consiste à régler les problèmes de propriété foncière et à améliorer l'habitat sur une zone pilote du nord de Manille.



Antananarivo, Madagascar

A Antananarivo plusieurs ONG ont constitué un groupe de réflexion qui travaille avec la Communauté Urbaine d'Antananarivo (CUA) sur l'accès des plus démunis à la propriété foncière.

La légalisation des bidonvilles s'accompagne d'éventuelles démolitions partielles quand la municipalité a des projets d'urbanisme (routes et voies d'accès), les services publics (eau, électricité, égouts) se développent lentement, les réseaux sauvages parasitent ces services. Des écoles et dispensaires privés et publics s'implantent et donnent un accès relatif à l'éducation et à la santé, des petits commerces et artisanats existent. Les premiers édifices religieux et des espaces publics apparaissent : places publiques, marchés, espaces sportifs²² et de jeux.

Troisième étape, l'intégration (de 20 à 30 ans et plus)

Dans la plus part des cas, quand sa légalisation n'a pas trop tardé, un bidonville « âgé » de plus de 20 ans a évolué. Son image a changé et il est mieux accepté par ses propres habitants. Les nombreux adultes nés sur place, contrairement à leur parents, n'ont pas de sentiment de déracinement, ils ont abandonné le rêve du retour à leur lieu d'origine et se sont adaptés à la ville. Si du point de vue de l'architecture et de l'urbanisme le bidonville reste souvent une « épine dans le pied » de la ville, du point de vue social et familial le bilan du processus d'urbanisation progressive et non planifiée n'est pas si négatif²³. Les maisons à 2 niveaux ont toutes l'électricité et la TV, l'eau est accessible et les égouts creusés au milieu des ruelles existent. Finalement le bidonville n'est plus une zone réservée à la grande pauvreté et la concentration horizontale des habitations produit des conditions de vie et des rapports sociaux qui sont souvent meilleurs que dans certaines citées où cette concentration est planifiée verticalement.

Du point de vue économique bidonvilles contribuent à créer des terrains constructibles à partir de terrains sans valeur, ils finissent par ressembler aux quartiers « normaux ». Certains ont une fonction résidentielle, d'autres sont devenus des centres d'activités commerciales ou artisanales, dans d'autres cas c'est la valeur des terrains qui au bout du compte va provoquer la fin de l'habitat horizontal. (à Tana le prix des terrains en zones inondables a triplé en quelques années, à Bombay et Manille, les décharges qui avançaient sur les marécages et la lagune sont occupées par des bidonvilles puis dans la phase suivante par des immeubles. Le bidonville de Golibar (Bombay) est en phase de verticalisation : en échange d'un appartement

²² Exemple : le « jardin » public de la maternité située en plein centre de NCC à Malad a été utilisé pendant 15 années comme tas d'ordures avant que le bidonville soit assez développé et que le terrain devienne enfin un terrain de jeux pour les enfants.

²³ En Inde certaines familles sont revenues habiter dans leur bidonville après avoir expérimenté l'habitat dans un immeuble moderne

dans un immeuble neuf les promoteurs récupèrent les terrains et construisent des immeubles groupés en « housing societies ».



Indira Nagar, Navi Mumbai, India